

Mai 68

(Notes de lecture de Jean-Paul Allétru, mai 2008)

Ce que j'ai trouvé de plus pertinent parmi la grande quantité d'écrits dans la presse sur mai 68 figurait dans la revue Démocratie et socialisme. Je joins également des extraits du Télérama hors-série consacré à mai 68, extraits qui portent sur l'école d'aujourd'hui et l'évolution du travail, ainsi qu'un article d'un sociologue qui nous parle d'aujourd'hui.

Démocratie et socialisme

Mensuel pour ancrer le Parti socialiste à gauche N° 154, avril 2008

(abonnement : 30 € les dix numéros. D&S, 85, rue Rambuteau 75001 Paris. Vous pouvez recevoir gratuitement trois numéros à l'essai. Mel : droit.social et.recherche@wanadoo.fr)

Au sommaire de ce numéro :

La rigueur sarkozyste est en marche : mai 68, ce n'est pas un anniversaire, c'est une actualité

Le 1^{er} mai 2008 : nouveau code du travail passé à l'acide.

La légende des heures supplémentaires de Bling-bling et Lagarde : de fait, ils font travailler plus et gagner moins

Appel : sécurité pour le patronat, flexibilité et précarité pour les salariéEs : nous disons NON !

Les caisses noires du patronat, l'argent sale de l'UIMM et du MEDEF, interview de Gérard Filoche. France soir 17 avril

« RGPP » : services publics et fonction publique en danger

10 questions, 10 réponses sur l'actualité de nos retraites : Vouloir imposer 41 annuités de cotisations, c'est vous faire sauter à la perche sans perche

Six mois pour trancher le sort du PS et de toute la gauche en même temps

Mai 68 mondain, contre mai 68 social : la force propulsive de mai 68 n'est pas encore épuisée 40 ans après

40 ans après mai 68 : la fin de la mixité à l'école ? (directive européenne sur l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes)

Zapatero, un libéral cohérent

Volte face de Sarkozy : il développe la sale guerre contre les peuples afghans

Post-it Palestine : anniversaires

Où va la Chine ?

Mai 68 mondain, contre mai 68 social *Gérard Filoche (extraits)*

« Les commémorations officielles des 40 ans de mai 68 doivent beaucoup à Nicolas Sarkozy. En affirmant qu'il voulait « liquider mai 68 » celui-ci a, en effet, réveillé une envie de vérité sur ce que fut **la plus grande grève générale de l'histoire** de France et peut-être du monde. Après tout, vouloir en liquider le souvenir, c'est le meilleur hommage à lui rendre : cela

prouve que 40 ans après, mai 68 est encore présent au point qu'il obsède encore l'actuel président et la droite.

Les commémorateurs médiatiques officiels ne présentent plus mai 68 que sous son jour mondain, historiquement déformé, dénaturé. On a droit aux Serge July, Daniel Cohn-Bendit, Laurent Joffrin, Romain Goupil sans souci de leur trajectoire inversée.

En fait, Nicolas Sarkozy ne veut pas « liquider » le Mai 68 mondain, il orchestre même sa mise en médias : n'a-t-il pas pris Kouchner le va-t-en-guerre dans son gouvernement ? Un tiers-mondiste, deux tiers mondain ? Non, ce qu'il craint, c'est le mai 68 social, pas celui des étudiants, mais celui des 9 à 11 millions de grévistes.

Mai 68 est le produit d'un long processus de luttes sociales qui commence en 1963 avec la grève des mineurs qui, en trois mois, en dépit de la réquisition de de Gaulle, finit par obtenir le 5 avril, 11 % d'augmentation de salaires. C'est un signal déclencheur pour quatre ans de luttes montantes. En mars 1967, aux élections législatives, la gauche manque la majorité au Parlement d'un seul siège. Dans ces années-là, les conflits célèbres et durs se multiplient comme à Redon ou à Rhodiaceta.

Au début, l'explosion n'est en effet qu'un mouvement radical de la jeunesse scolarisée, qui porte à la fois des questions universitaires et scolaires et antihiérarchiques. Cela occupe le terrain d'avril à début mai, avec l'apogée de la « nuit des barricades » du 10 mai. Mais tout bascule surtout les 15, 16 et 17 mai, quand une vague sans précédent profite de l'occasion pour parcourir tout le pays : de Sud-Aviation à Renault-Cléon, dans toutes les entreprises du pays, par millions, tous les salariés entrent dans un vaste mouvement de grève prolongée pour les salaires, les conditions de travail, la durée du travail.

C'est ce qui provoque la crise du régime sur le point de s'effondrer. Le général de Gaulle ne comprend rien à ce qui se passe, il ordonne la répression et même de tirer sur la foule, n'est même pas suivi par son premier ministre et ses préfets, va chercher l'armée, prend l'initiative de dissoudre l'Assemblée nationale.

Pendant ce temps-là, le gouvernement Pompidou négocie et fait d'importantes concessions de salaires, d'améliorations de conditions de travail, de droit syndical, de promesses de réduction de la durée du travail à Grenelle. Bien que les avantages soient grands, les salariés estiment n'en avoir pas assez et continuent trois semaines de plus, par millions, la grève...

Partout un véritable soulèvement social massif effraie le patronat. Au point que, 40 ans après, la force propulsive de Mai 68 n'est pas épuisée. On n'a cessé d'en revoir le scénario, en mars 1973 contre la loi Debré, en 1976 et 1979 à l'université et dans la sidérurgie, en 1986 avec la mort de Malik Oussebine, le retrait du plan Devaquet et la grande grève qui a suivi, en 1994 avec la grande manifestation contre Bayrou et celles contre le CIP, en novembre décembre 1995 contre le plan Juppé, en 2003 contre les scélérates lois Fillon contre les retraites, en 2006 contre le CPE...

La victoire de la gauche en 1981 est un effet différé de Mai 68. La victoire de Lionel Jospin en 1997 est un effet différé de nov-déc 95. C'est cela qui effraie Sarkozy et lui fait défier, calomnier, dénaturer mai 68 : il a raison car c'est une grande grève générale de ce type qui stoppera l'ensemble la politique intégriste, néo-libérale réactionnaire qu'il met en œuvre depuis cinq ans. A nous d'y travailler dans l'unité de toute la gauche !»

Suivent des témoignages de militants. Extraits.

« Les commentateurs bien-pensants évoquent les soixante-huitards parvenus aujourd'hui ! Certains ont effectivement tourné casaque mais d'autres continuent l'action politique et sociale... Je rencontre à l'occasion certains de mes anciens camarades, anciens « leaders »

lycéens ou normaliens : la majorité milite encore et très activement, syndicalement et même politiquement à gauche. Encore soixante-huitard ? Oui, certainement. » *Jean-François Chalot.*

« Nous nous réunissions au collège de ma mère avec un syndicaliste du SNES, membre du PSU, Devic, aujourd'hui militant emmanueliste à Beziers. On faisait les manifs, on organisait les boums permanentes , on allait au ciné (la Mariée était en noir...)... » *Pierre Timsit.*

« J'étais en quatrième au lycée Turgot. Pas tout à fait encore 14 ans. La première grève, elle sera suivie de bien d'autres... Les drapeaux rouges et noirs sur la façade, les AG permanentes, les réunions de critiques des cours. « Critique » des maths, du français, de l'histoire-géo, de l'éducation en général, etc. La volonté de tout renverser. La discussion permanente. Le sentiment de la liberté. Le droit de venir au lycée habillé à sa guise. Avant, il fallait porter le blazer et le pantalon de tergal. Et puis la rencontre, un « grand » de la JCR qui nous explique les bases de l'exploitation : l'ouvrier travaille et le patron empoche ! Simple, clair, net... l'injustice sociale à l'état brut. De quoi se forger une conscience... Le 13 mai, la marée humaine, immense, qui passe devant chez moi. Les gens dans la rue, qui discutent, partout et sans fin. Puis la fin juin, les vacances, le sentiment que rien ne serait plus comme avant et de ne plus être comme avant. L'espoir de changer le monde. La décision de faire de l'activité politique et de la question sociale l'alpha et l'oméga de toute une vie. La mienne. Plus tard ce sera la campagne Duclos puis l'entrée en comité rouge. Mais c'est une autre histoire ». *Christian Gourdet.*

« ... Et puis c'est aussi [à l'hôpital psychiatrique où j'étais infirmière] les assemblées générales où s'expriment tous les avis sur les rapports hiérarchiques, les souffrances, les tâches inutiles et surtout qui reconduisent la grève chaque jour par un vote à main levée qu'il ne faut pas manquer. C'est enfin les commandos gaullistes qui viennent attaquer le piquet de grève au nom de la « liberté du travail », menaçant d'envahir l'hôpital et qui giflent les femmes présentes en leur intimant l'ordre de rentrer chez elles. (...) La grève de mai-juin 68 a beaucoup plus fait pour l'indépendance des femmes que les quelques mots d'ordre prônant la liberté sexuelle et repris en boucle par les médias. » *Françoise Filoche.*

« Les apprentis collégiens que nous étions, avec une conscience de classe naissante, à fleur de peau, ressentaient les inégalités sociales, se révoltaient contre les conditions de vie de nos parents, tout en étant fiers d'être fils, filles d'ouvrier, de papetier.(...). 25 ans à la Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IVème internationale. Eternel minoritaire, compagnon de route des tendances in-LCR de Gérard Filoche and co, pourfendeur du gauchisme dans la Ligue. Mis « hors-norme », j'ai rejoint comme 300 de mes camarades syndicalistes et amis de 40 ans, la Gauche socialiste pour ancrer le Parti socialiste à gauche et depuis l'histoire sans fin se poursuit avec ses hauts et ses bas. Pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté (Gramsci). « . *Jean-Paul Nail.*

Télérama hors-série

Paru en avril 2008

Un numéro hors-série bien fait, bien illustré, agréable à lire. Recommandé.

Extraits choisis.

Interview de Jean Hébrard, inspecteur général à l'Education Nationale.

« L'école d'aujourd'hui résulte d'une véritable rupture de civilisation dans laquelle la question de l'éducation est centrale. Mai 68 n'est qu'un symptôme de cette rupture. Cette décennie marque l'avènement des classes moyennes et la diffusion généralisée de leur modèle éducatif : une famille à deux enfants, dont on s'occupe beaucoup plus que par le passé. Scolarisation précoce, éducation contrôlée et souci de socialisation, c'est un idéal complètement neuf. »

« Le premier critère de réussite scolaire pour un enfant d'aujourd'hui, c'est le niveau d'étude de ses parents » [*Même si cela s'est encore aggravé depuis, c'était déjà le cas en 1968. Bourdieu et Passeron l'avaient bien montré dans leur livre « les Héritiers ». Le revendication d'une démocratisation de l'enseignement figurait en bonne place parmi les revendications des étudiants. JPA*]. « Dans les classes moyennes cultivées, les adultes passent en moyenne quinze à vingt minutes chaque soir avec les plus jeunes pour leur lire une histoire, et le repas est un lieu de discussion. Beaucoup de parents ne peuvent en faire autant, faute d'en avoir hérité eux-mêmes. Leur enfant ne trouve pas plus de dialogue à l'école, où on estime à trois ou quatre minutes le temps d'échange individuel quotidien entre un élève et un professeur. Il se retrouvera en classe comme devant la télé, face à un discours unidirectionnel. A partir de là, les deux parties de la population s'écartent mécaniquement ».

« Les enquêtes montrent que, en France, l'échec scolaire ne naît pas de l'incapacité à maîtriser la lecture, l'écriture et le calcul, mais de la difficulté à comprendre le sens des textes ou les visées des exercices. Les 20 à 25 % d'élèves en échec ne possèdent pas les clés de la culture dans laquelle vit l'école. »

« Je crois par exemple que nous devons tout d'abord réfléchir à l'attachement inconsidéré de notre pays aux diplômes. Quelle que soit sa performance professionnelle ultérieure, un bon élève de dix-huit ans est assuré d'une rente à vie, alors que l'expérience la plus riche n'obtient aucune reconnaissance si elle ne s'articule pas avec un diplôme. Ces réflexes privent la France d'un nombre incalculable de compétences et conduit à un allongement excessif des scolarités, dans l'espoir de décrocher des peaux d'âne propitiatoires et toujours plus démonétisées. »

Travail : libre parole de Sandrine Tolotti. « On est passé d'une organisation hiérarchique du travail à une surveillance de chacun par ses pairs ».

« L'idéologie du travail tient pour acquis que : plus chacun travaille, mieux tout le monde s'en trouve ; ceux qui ne travaillent pas portent préjudice à la collectivité et ne méritent pas d'en être membres ; qui travaille bien réussit socialement et qui ne réussit pas porte en lui-même la faute. Beaucoup d'entre nous restent profondément imprégnés de cette idéologie, et il n'est pas de jour qu'un homme politique ne vienne nous exhorter au travail ». (André Gorz). Le constat, paru en 1988, n'a pas pris une ride.

« La gauche a adopté [la loi des 35 heures] sans prendre vraiment conscience de sa portée ni savoir la mettre en récit. Elle a laissé un boulevard à une droite qui entretient le culte du travail-devoir moral » (Jean Viard).

Un quart d'heure avant la révolte ?

François Dubet, sociologue

Le Monde, 3 mai 2008

(extraits)

... L'air du temps n'est pas sans rappeler celui qui a précédé Mai 68. Alors que la France semblait s'ennuyer, les salariés pensaient qu'ils ne profitaient pas de la richesse, et les grèves se multipliaient, bien avant le mois de mai. Les « groupuscules » élargissaient leur influence comme le fait maintenant la gauche de la gauche, alors que, hier comme aujourd'hui, la gauche parlementaire semblait trop incertaine pour gouverner. A y regarder de près, le climat social est bien plus mauvais aujourd'hui qu'il ne l'était voici quarante ans. Pourtant, tout oppose les deux périodes, et, si la fête recommence demain, elle ne sera pas la répétition de Mai 68. A bien des égards, elle en sera même l'opposé.

Le gaullisme étouffait la société parce qu'il incarnait un trop plein d'Etat, une forme de monarchie républicaine dont bien des Français, notamment les plus jeunes et les plus « modernes », ne voudraient plus. Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy incarne la faiblesse et les caprices de l'Etat au-delà d'un volontarisme verbal qui semble de plus en plus velléitaire et inconstant. Il incarne plus l'arrogance et la légèreté des plus riches que le poids des institutions. (...)

Mai 68 a été porté par un désir de libération. Nous vivons aujourd'hui les angoisses et les épreuves de la liberté, et pas seulement de la liberté économique. De tous les pays comparables, les jeunes Français sont ceux qui croient le moins aux vertus du marché, ceux qui ont le moins confiance dans les institutions, ... (...)

Personne ne peut dire ce qui va se passer dans les mois qui viennent, et peut-être ne se passera-t-il rien de marquant. Personne ne peut savoir si la fête éclatera. Mais tous les ingrédients de l'explosion sont présents : faible adhésion au pouvoir, faiblesse tout aussi grande de l'opposition, addition de frustrations et de plaintes... il suffit qu'une « maladresse » assemble ces éléments pour que la fête recommence. Dans ce cas, elle ne sera ni le retour de Mai 68, ni son refus, elle en sera comme l'image renversée.